



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017


Fondation Pierre du Bois
pour l'histoire du temps présent

POUR UNE VRAIE HISTOIRE DU NEOLIBERALISME EN SUISSE

Olivier Meuwly*

Le problème « néolibéralisme »

Depuis la crise financière et économique de 2008/2009, le libéralisme, accompagné du préfixe « néo », fait l'objet de critiques régulières dans sa fonction de doctrine politique et économique qui dicterait ses impératifs à notre modernité du XXIème siècle. Mais comment comprendre ce néolibéralisme dans un contexte aussi agité que celui que nous vivons aujourd'hui ?

Un sentiment de déracinement se répand, sous l'influence conjuguée d'une mondialisation économique que rien ne semble dompter et d'une effervescence numérique soupçonnée de transformer définitivement, et durablement, le monde. Tous les pare-feux érigés par les diverses idéologies élaborées depuis le début du XIXème pour contrer un capitalisme souvent désinhibé ont avoué leur impuissance, du marxisme à l'écologie politique. Ils lui ont permis cependant de se réformer. Notre réalité dévoile néanmoins une série de dysfonctionnements qui expliquent dans une large mesure les succès enregistrés par des partis qualifiés parfois à la va-vite de populistes, tant à droite qu'à gauche de l'échiquier politique.

Mais ces dérèglements incomberaient-ils de façon presque mécanique à ce néolibéralisme revêtu de tous les vices ? La réponse serait indiscutablement affirmative à en croire, en particulier, un « appel à contributions » lancé par un groupe de chercheurs de l'Université de Berne en janvier 2017 en vue d'un ouvrage à paraître l'an prochain. Pour eux, non seulement le néolibéralisme aurait déclenché tous les désastres humains et environnementaux constatés depuis les années 1970 et 1980, mais il les auraient également suscités pour mieux étendre son empire sur notre monde en mutation. Posée comme postulat de départ de l'enquête, la malfaisance du néolibéralisme, qui n'est d'ailleurs pas vraiment défini, serait ainsi dotée d'une dynamique manipulatrice à même de le hisser au rang d'un régisseur de la vie sociale, réduite à son service. Leur livre n'a pour seul but que de le prouver.

Une question à reformuler

C'est contre ce type d'outrances que s'insurge Marcel Gauchet dans son dernier ouvrage *Le nouveau monde*, ultime volet de sa tétralogie consacrée à l'avènement de la démocratie moderne. Son ouvrage répond que s'est fait sienne le projet bernois, ainsi qu'à d'autres entreprises similaires : le libéralisme, du moins sous sa forme la plus moderne, ne doit-il pas être interprété comme le foyer des crises qui ont déchiré le dernier demi-siècle ? Cette question suggère pourtant immédiatement une contre-question : pourquoi se concentrer sur le seul néolibéralisme comme agent de crises aux dimensions pourtant multiples ?



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

Mais cette contre-question, dialectiquement pertinente, est hélas évacuée... Quelle est dès lors la vraie part de responsabilité du néolibéralisme dans les crises qui se sont succédé depuis les années 1970 ? Apparaît ainsi le libellé qu'aurait dû adopter la question initiale que les chercheurs bernois cherchent à résoudre : le néolibéralisme est-il vraiment partie intégrante des problèmes actuels ou doit-il être plutôt considéré comme une tentative, réussie ou avortée (ceci est une autre question), d'y apporter des solutions réalistes ?

Fort critique envers le libéralisme tel qu'il est décliné depuis les années 1970, Gauchet a l'immense mérite de situer le débat sur le libéralisme moderne non seulement dans la longue durée, mais aussi sous le regard des métamorphoses profondes qu'il a subies dans le basculement intellectuel impulsé par les années 1960 et 1970, une période au cours de laquelle l'entier du vocabulaire politique usuel depuis des décennies (liberté, égalité, Etat, démocratie, etc.) a été remodelé de fond en comble. Elargissement de perspective salutaire et roboratif à un moment où le renvoi unilatéral des maux qui frappent l'humanité à un néolibéralisme désigné comme l'ennemi public no 1 se transforme en prêt-à-porter académique. Il est d'ailleurs intéressant de constater que d'autres philosophes diversifient leur outillage destiné à comprendre les dérives du monde moderne. Nous y reviendrons.

Le néolibéralisme : un passé mouvementé

L'histoire du libéralisme au XX^{ème} siècle est riche en enseignements. Le capitalisme connaît la crise la plus importante de son histoire en 1929. Immédiatement, le libéralisme est convoqué sur le banc des accusés. En août 1938, comme le montre Stéphane Audier, une brochette d'économistes et penseurs libéraux se réunit à Paris autour du journaliste américain Walter Lippman et de l'économiste français Louis Rougier. On y remarque entre autres Raymond Aron, Friedrich von Hayek ou encore Walter Eucken. Ils ont conscience du discrédit qui menace le libéralisme.

Il s'agit pour eux de fondre le libéralisme traditionnel dans un « néolibéralisme » qui aurait intégré les risques auxquels l'expose un marché entièrement libre. Leur crainte est de voir s'imposer la réponse que l'Anglais John Maynard Keynes a élaborée pour dompter la crise en redéfinissant le rôle de l'Etat, conçu comme facteur de stabilisation de la société. Pour Lippmann et ses collègues, l'Etat ne peut tout au plus qu'aggraver les problèmes du moment. La Suisse n'échappe à ces questionnements et le Parti radical-démocratique, durant l'entre-deux-guerres, ne peut qu'afficher ses divisions même si, dans les années 30, l'aile « étatiste » du parti redresse le tête alors que l'équilibre entre intervention publique et initiative privée est interrogée à nouveaux frais.

La question libérale se pose à nouveau après la Seconde Guerre mondiale. L'heure du « grand compromis » a sonné, sur un arrière fond d'anticommunisme qui contribue à réconcilier, en Europe occidentale mais aussi en Suisse, les forces sociales-démocrates, conservatrices et libérales. Sous le parapluie des « Trente glorieuses » théorisées par Jean Fourastié, un Etat de type providentiel propose une nouvelle forme de coopération entre économie de marché et interventionnisme étatique. Les idées libérales, si elles irriguent les mécanismes fondamentaux du système économique des démocraties occidentales, à la fois libérales et sociales, ne sont cependant plus jugées aptes à fournir l'unique cadre de référence de la société d'après-guerre.

Elles sont cultivées dans des cercles relativement marginaux bien que connectés au monde de l'entreprise, comme la Société du Mont-Pèlerin fondée en 1947 notamment par Hayek, Karl Popper, Ludwig von Mises et Milton Friedman. Participant au colloque Lippmann, Wilhelm Röpke en est membre mais sa pensée, plus nuancée, nourrit une autre branche



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

du libéralisme : l' « Ordoliberalismus ». Celui-ci s'accommode davantage, tout en demeurant fortement antikeynésien, de l'Etat libéral et social qui prévaut désormais tout en dévoilant un certain penchant pour un conservatisme social mâtiné de souci écologique.

Le tournant des années 70

Le modèle de l'Etat providentiel tombe en disgrâce dans les années 1970. La crise qu'il traverse est protéiforme : économique de par les crises pétrolières qui éclatent avec la Guerre des Six-Jours, elle est aussi philosophique et sociale. Dans son sillage, la société de consommation qui a vu le jour après la guerre est globalement rejetée, ainsi que le climat autoritaire que aurait généré un système étatique encore trop marqué, d'après ses contempteurs, par des modes de fonctionnement hiérarchiques et hostiles à une liberté pleine et entière. Même le pouvoir soviétique se voit contesté dans sa sphère d'influence, au nom d'une liberté que les générations nées pendant ou juste après la guerre entendent repenser.

L'année 1968 restera comme le symbole d'une haine croissante envers un modèle social jugé périmé, quelles qu'en soient les motivations, variables d'un pays à l'autre. De l'organisation universitaire à Paris au procès d'une dénazification qui aurait échoué en Allemagne, en passant par l'opposition à la guerre du Vietnam aux Etats-Unis, la jeunesse en révolte, partout, exprime un besoin de voir la vie et l'humanité sous un éclairage nouveau. Anticolonialisme, féminisme ou écologie politique se coalisent dans une lecture inédite de la démocratie, de l'égalité et de la liberté. La société veut se réapproprier la conduite d'un Etat vidé de ses mécanismes autoritaires. La Suisse, moins touchée peut-être, n'est pas épargnée : le nombre d'initiatives populaires va bientôt exploser. La population cherche à esquiver les institutions en place pour faire valoir par elle-même sa volonté de changements profonds.

Mais que signifie vraiment la contestation des années 60 et 70 ? Michel Foucault, comme le montre Baptiste Jacomino, est l'un des premiers à théoriser le grand bouleversement des années 70 dans sa complexité. En étudiant le « néolibéralisme », il perçoit bien sa nature ambiguë et, surtout, le double message qui en émane. Profondément anticapitaliste, proche des mouvements issus de la société dite « civile », il s'aperçoit que la nouvelle vision de la liberté ainsi prônée, de par sa propension à abattre les barrières enserrant la société, laisse s'évader des conceptions antinomiques de l'avenir. Soustraite aux rites oppressifs qui, d'après lui, avaient caractérisé la société jusqu'ici, la liberté peut enfin s'épanouir par la remise en cause généralisée des fonctionnements sociaux qu'elle avait façonnés.

Et, de fait, l'appel libertaire qui émerge des revendications des années 70 emprunte rapidement des chemins contradictoires. Si, d'un côté, se diffuse un air empreint d'anarchisme vers lequel tendent les sympathies de Foucault, d'un autre côté, certaines voix estiment que la liberté, pour être réelle et effective, ne peut se limiter aux espérances proclamées par le Nouvelle gauche. Ancré dans le même esprit libertaire, aux Etats-Unis surtout, se raconte un autre récit de la liberté, rivé sur une privatisation totale de l'économie et des mécanismes étatiques. Le libertarianisme, arrimé à l'anarcho-capitalisme du XIXème siècle et à la pensée d'Ayn Rand, voit son audience enfler. Ce qui relie les deux branches de l'esprit libertaire des années 60 se condense dans un refus de l'Etat, considéré comme le garant d'une oppression consubstantielle à l'acte gouvernemental.



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

Une pensée libérale en mutation

La pensée libérale va dès lors se ressourcer dans ce renouveau « libertaire » pour poser fondamentalement la question de l'Etat providence, de plus en plus critiqué pour son inefficacité présumée et son coût, alors que la crise économique répand ses métastases. C'est à ce moment que l'on peut plus ou moins dater la naissance du « néolibéralisme » dont il est question aujourd'hui. Le discours composé dans cette critique inédite de l'Etat trouve une vitrine politique de premier plan, dans les années 80, avec Ronald Reagan et Margaret Thatcher. A leurs yeux, les conservateurs souvent au pouvoir dans les pays occidentaux se sont débarrassés de leurs influences libérales pour se contenter de gérer les Etats de type providentiels après en avoir assimilé les principes redistributeurs.

Pour Reagan et Thatcher, inspirés en partie par les pensées de Hayek et de Friedman, il s'agit de purger l'Etat moderne de ses inclinations jugées socialisantes et de libérer l'économie, notamment sur le plan fiscal. C'est par le biais d'une déréglementation à large échelle que la richesse pourra profiter au plus grand nombre. En Suisse, le Parti radical-démocratique, fondateur de l'Etat fédéral « moderne » mais aussi représentant d'un système d'économie de marché teintée d' « Ordoliberalismus », est lui aussi sensible à ces propos et organise son programme autour du principe du « moins d'Etat ».

Slogan problématique pour un parti soudain prisonnier d'un dilemme redoutable : défendre fidèlement des institutions qu'il a créées et renforcer les fondements libéraux du pays. Le parti gère difficilement ce grand écart et amorce son déclin tandis que, sur sa droite, des forces nouvelles, peu à peu, comme à l'étranger, comprennent la liberté redéfinie dans les années 70 comme la nécessité d'un retour à la nation : elle seule pourrait endiguer, en lieu et place de l'Etat bureaucratique, les excès possibles de cette même liberté. Hayek n'en avait-il pas appelé la tradition pour faire barrage à la bureaucratie démocratique ? Cette approche fleurira dès les années 90.

Les années 90

La chute du Mur de Berlin enclenche une reconfiguration complète du paysage politique partout en Europe. Les cadres politiques traditionnels s'effondrent. En Suisse, la crise économique progresse depuis l'éclatement de la « bulle » immobilière en 1987. Les forces politiques actrices des jeux de pouvoir depuis la fin de la guerre doivent se repositionner. L'idée qu'une libéralisation de l'économie peut seule relancer une machine grippée s'impose. Le projet européen reflète les attentes contradictoires de ses partisans : destiné à dépasser les frontières nationales, il doit également constituer le socle d'une prospérité économique en déshérence, grâce aux fameuses quatre libertés. Stimuler les échanges humains et économiques apparaît comme le levier obligatoire de la richesse future. Muni de ces aspirations si diverses, le Conseil fédéral se lance dans l'aventure de l'Espace économique européen.

Son échec en 1992 dévoile les contradictions qui s'emparent du pays. Les partisans d'une libéralisation accrue du pays vont en profiter pour avancer leurs revendications : un groupe de grands patrons, derrière David de Pury et Lukas Mühleman, publie en 1995 un Livre blanc intitulé *Ayons le courage d'un nouveau départ*, véritable bréviaire d'une Suisse libérale... ou condamnée à périr. Mais l'accueil réservé à ce manifeste est ambivalent.

En charge du Département de l'économie publique, le conseiller fédéral radical Jean-Pascal Delamuraz incarne cette tension. Artisan de l'adhésion de la Suisse à l'Organisation mondiale du commerce en 1996, même contre les paysans qui



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

lui sont proches, et avocat d'une décartellisation du pays, il critique les prétentions des banquiers ainsi que le patronat, adepte d'une révision très libérale de la loi sur le travail. Mais il bute sur son enthousiasme trop idéaliste pour la cause européenne. En même temps, l'écologie politique gagne en puissance, dans son hostilité à la croissance économique comme palier vers le « bonheur » : pour elle, la société doit opérer un changement fondamental de paradigme et prend le capitalisme reformulé par le néolibéralisme dans son viseur. Un capitalisme si difficile à saisir tant son aptitude historique à s'adapter est grande, comme l'ont montré Luc Boltanski et Eva Chiapello...

Heurs et malheurs de la mondialisation

La mondialisation économique et technologique, qui balaie le monde à partir de la fin du XX^{ème} siècle, semble essaimer prospérité et abondance sur tous les continents. Jusqu'à ce qu'éclate la crise de 2008/2009, qui témoigne brusquement de la fragilité des piliers sur lesquels reposait la croissance ininterrompue que connaissaient de nombreux pays, autrefois peu développés et devenus les clients empressés des exportations en provenance des Etats-Unis et de l'Europe. La faillite de la banque Lehman Brothers', puis la crise financière dans laquelle sombrent plusieurs pays, attestent les failles d'une liberté économique qui, malgré ses promesses, serait restée trop peu régulée. Et le réchauffement climatique inquiète de plus en plus... Le néolibéralisme est à nouveau pris pour cible, inondant l'Union européenne d'une lourde indignité. Son malaise face à la crise le destine à la critique.

Mais de quelle nature est la crise sociale qui s'installe ? Est-elle la conséquence de ce néolibéralisme impossible à contenir ou le corollaire du formidable bouleversement causé par la numérisation accélérée de la société ? Un Thomas Piketty en reste à une analyse vissée à des inégalités en progression sans interroger le rôle de l'inégalité dans la création de la richesse. Dans un essai de 2014 paru en français en 2016, le philosophe allemand d'origine sud-coréenne Byung Chul Han, sans définir réellement le néolibéralisme, en fait lui aussi la source des maux actuels mais en partant d'autres prémisses. Pour lui, le néolibéralisme va plus loin que le capitalisme « traditionnel », attaqué par Foucault comme un « biopouvoir » exerçant sa contrainte sur les corps. D'après Han, il contraint les esprits par le « psychopouvoir » que lui permettent d'atteindre les nouvelles technologies, tant elles sont susceptibles de s'immiscer dans les recoins les plus intimes de l'âme, vouée à une réification et un marchandisation absolues.

Eric Sadin, tout en affichant sa critique de la société actuelle, cerne mieux la double matrice de l'ère numérique : à la fois libérale et libertaire... Il souligne ainsi que les « gourous » de la Silicon Valley, qui passent pour les figures de proue de ce néolibéralisme que d'aucuns aiment dénoncer, sont en fait les héritiers de la contre-culture « soixante-huitarde » surgie entre Woodstock et Sans Francisco. Et c'est détaché d'un néolibéralisme vu en grand manipulateur d'une post-modernité en quête de son salut dans un égalitarisme déguisé en lutte obsessionnelle contre toute apparence de discrimination, que se dresse également Marcel Gauchet dans sa magistrale présentation des fondements de ce que l'on appelle la société néolibérale.

Il montre bien qu'on ne peut comprendre ses ressorts dans s'efforcer de plonger dans les nuances innombrables que produisent les années 60. D'autres chercheurs, notamment aux Etats-Unis comme l'a montré Thomas Assheuer dans l'hebdomadaire allemand Die Zeit, se sont appropriés la double nature du néolibéralisme, imprégné de la culture anarchiste dans laquelle il puise ses racines. Cette réalité, le philosophe allemand enseignant à Lausanne Christian Arnsperger a su la comprimer dans une formule choc mais pertinente : on assiste aujourd'hui à la réconciliation entre Hayek et les hippies !



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

Le trouble de notre début de siècle sourd de notre incapacité à accepter cette double origine de ce que l'on essaie de discréditer sous l'étiquette de « social-libéralisme » sans contenu. Car tous les camps y ont à perdre : la gauche qui peine à admettre que sa lecture de la liberté se nourrit d'un libéralisme qui peut être économique ; la droite qui s'échine non sans difficulté à intégrer un discours conscient des attentes changeantes de la société dans son plaidoyer pour une économie libérale. Une reconnaissance par chaque camp de sa responsabilité dans les dysfonctionnements actuels étayerait les futurs compromis nécessaires à un sage gouvernement, ou aiderait les pays peu habitués à ce mode de gestion à apaiser leur vie politique . Elle contribuerait ainsi à couper l'herbe sous les pieds des partis qui prospèrent sur le désarroi des populations, comme le suggère opportunément Jean-Pierre Le Goff.

Le détour contre-factuel

L'histoire du néo-libéralisme est complexe et recèle des surprises que beaucoup ne souhaitent pas vraiment laisser percer. Que de remises en question cet effort entraînerait ! Elle se trouve au croisement d'une foule d'interrogations qui visent toutes notre perception de ces quarante dernières années. La mondialisation n'est pas aisée à cerner sur le plan politique : La gauche devrait la soutenir dans son militantisme favorable à l'accueil des migrants et à l'idéal internationaliste ; mais elle hésite à franchir le pas au nom d'un capitalisme forcément mortifère. La droite de son côté est partagée, entre l'adoption des règles d'une liberté économique qui ne peut être que transfrontalière et un courant pour qui la nation doit primer les avantages des échanges internationaux. Se rejoue ainsi, le duel qui opposa au XIXème siècle et en Grande-Bretagne les whigs libre-changistes et les tories de Disraeli, qui avait attaqué sans merci son leader Robert Peel aspiré en définitive vers les thèses adverses...

Si une étude historique du néolibéralisme en Suisse ne peut faire l'impasse sur les années 70, elle doit en ausculter les tenants et les aboutissants en les confrontant au développement de la réalité économique et, surtout, aux idées politiques. L'individualisme qui croît à partir de ces années-là, notamment de par ses origines antagoniques, place le monde politique dans une position de plus en plus intenable. C'est ce champ de tension, dont le néolibéralisme sous ses multiples facettes est l'un des acteurs centraux, qu'il s'agirait d'investiguer.

Comment le néolibéralisme s'est-il glissé dans le discours politique suisse au point d'inspirer certaines politiques tout en suscitant des réactions tout aussi puissantes ? Une piste pourrait s'avérer fructueuse. Poser le problème sur un mode contrefactuel, suivant le modèle proposé par Quentin Deluermoz et Pierre Singaravélou dans un ouvrage récent : et si le néolibéralisme n'avait pas provoqué les crises qu'on lui reproche ? On pourrait ainsi mettre en perspective les liens qui unissent les différentes questions à même de confirmer, mais aussi de contredire, la responsabilité du néolibéralisme dans les crises qu'a connues, et que connaît, notre pays. Il est temps que la recherche sorte de sa zone de confort !

Olivier Meuwly

* Historien, Spécialiste de l'histoire des partis politiques



Papiers d'actualité / Current Affairs in Perspective

N°6 | August 2017

Bibliographie

Thomas Assheuer, « Die Hippies sind schuld! », in Die Zeit du 23 mars 2017.

Serge Audier (2012) : Néo-libéralisme(s). Une archéologie intellectuelle. Paris. Grasset.

Luc Boltanski, Eva Chiapello (1999) : Le nouvel esprit du capitalisme. Paris, Gallimard.

Patricia Commun (2016) : Les ordolibéraux. Histoire d'un libéralisme à l'allemande. Paris, Les belles lettres.

Quentin Deluermoz Quentin et Pierre Singaravélou (2016) : Pour une histoire des possibles. Paris, Le Seuil.

Marcel Gauchet (2017) : L'avènement de la démocratie. IV : Le nouveau monde. Paris, Gallimard.

Baptiste Jacopino (2014): Apprendre à philosopher avec Jean-Pierre Foucault. Paris, Ellipses.

Jean-Pierre Le Goff (2016) : Malaise dans la démocratie. Paris, Stock.

Byung Chul Han (2016): Psychopolitique. Le néolibéralisme et les nouvelles techniques de pouvoir. Traduit de l'allemand. Paris, Circé.

Olivier Meuwly (1998) : Anarchisme et modernité. Essai politico-historique sur les pensées anarchistes et leurs répercussions sur la vie sociale et politique actuelle. Lausanne, L'Age d'Homme.

Eric Sadin (2016): La silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique. Paris, Editions L'Echappée.